



Les gens avant l'argent



Des membres et des partisans de la campagne Une affaire de justice exigent la création d'un poste d'ombudsman afin de tenir responsables les sociétés extractives des violations généralisées des droits de la personne dans le monde.

Contester le pouvoir des entreprises, s'y opposer et le défier

SNC-Lavalin. General Motors. Facebook. Comme bien d'autres au Canada ces temps-ci, Inter Pares réfléchit à l'omniprésence et à l'étendue du pouvoir des entreprises. S'opposer aux dommages causés par les entreprises est au cœur de nos programmes pour la justice économique. Quand l'intérêt privé entre en collision avec l'intérêt public, nous jugeons qu'un État qui est responsable doit assumer son rôle de contrepoids.

Lucy Sharratt a contesté le pouvoir des entreprises quand elle a témoigné devant un comité parlementaire se penchant sur « la confiance publique » dans notre système alimentaire. Lucy est coordonnatrice du Réseau canadien d'action sur les

biotechnologies (RCAB), dont Inter Pares est un membre actif. Le RCAB défend la souveraineté alimentaire et la prise de décision démocratique dans le secteur des sciences et technologies afin de préserver l'intégrité de l'environnement, la santé, l'alimentation et les moyens de subsistance, au Canada et partout dans le monde. Le RCAB se demande comment les personnes vivant de l'agriculture peuvent véritablement contrôler leurs moyens de subsistance alors que quatre sociétés contrôlent à elles seules 66% du marché mondial des semences. Et comment la population canadienne peut-elle prendre des décisions éclairées sur son alimentation quand le gouvernement refuse d'instaurer **PAGE 4 ▶**

AUSSI DANS CETTE ÉDITION

LA TERRE, C'EST LA VIE

ARRÊTER L'IMPARABLE :
RÉSISTANCE CITOYENNE
À LA TECHNOLOGIE
EXTERMINATRICE AU
BURKINA FASO

La terre, c'est la vie

REBECCA WOLSKA, INTER PARES



Les villageois karen dépendent des montagnes environnantes pour leur mode de vie. Ces montagnes sont de plus en plus menacées de disparition dû à la demande croissante de l'industrie du ciment.

Nos homologues en Birmanie se rallient courageusement autour d'un principe fondamental : la terre, c'est la vie.

La terre – son contrôle, sa gestion et sa propriété – est à l'épicentre de décennies de conflit entre l'armée birmane et les groupes armés des ethnies minoritaires. C'est un enjeu crucial des processus de négociation de la paix, dans l'impasse, alors que des groupes ethniques poursuivent leur lutte pour l'autodétermination, les droits et la reconnaissance de leurs droits fonciers. Des accords précaires de cessez-le-feu ont toutefois ouvert tout grand la porte aux investisseurs étrangers et nationaux désireux d'acquérir les terres des ethnies. Propices à l'investissement, de nouvelles lois axées sur le marché facilitent l'appropriation des petites terres agricoles par l'industrie. Le génocide et les violations continues des droits de la personne ne freinent pas la voracité des entreprises qui veulent tirer profit de *la dernière frontière de l'Asie*. Ce contexte favorise la montée du pouvoir des entreprises... Mais à quel prix? Et au détriment de qui?

Les populations ethniques birmanes font les frais de l'appropriation des terres et des mégaprojets qui poussent comme des champignons partout au pays. Aux yeux du gouvernement, *les affaires continuent*. Le

résultat? Confiscation des terres, déplacements forcés, perte des moyens de subsistance et menace de la vie culturelle et spirituelle des collectivités, dont les territoires aux ressources abondantes sont intimement liés à leur identité et leur bien-être. Les barrages, les activités minières et les projets d'infrastructure sont militarisés, ce qui exacerbe le conflit.

L'environnement se dégrade et la biodiversité est en péril. Les impacts sur la santé se multiplient avec la pollution de l'air et de l'eau, sans parler de l'insécurité alimentaire. Les femmes et les filles sont le plus durement touchées du fait de

leur exposition accrue aux toxines, de l'essor de l'industrie du sexe ou de l'exclusion des processus de consultation.

Mais la société civile dénonce le pouvoir des entreprises appuyé par l'armée. Un homologue d'Inter Pares* élabore et défend des politiques pour protéger les terres, les ressources et les moyens de subsistance des collectivités et favoriser leur participation à la prise de décision. Misant sur des décennies de travail à la base, cette organisation a publié une feuille de route sur les moyens de déléguer la gestion fédérale des ressources afin de préserver les droits et le mode de possession des terres, empêcher la destruction de l'environnement et prévenir l'escalade du conflit. On y propose de rendre le contrôle à la collectivité – avec le soutien d'appareils de gouvernance des ethnies – plutôt que de le confier aux entreprises, afin de préserver les usages durables transmis depuis des générations.

Alors que l'État et les grandes sociétés rabâchent que *les affaires continuent*, nos homologues en Birmanie se rallient courageusement autour d'un principe fondamental : *la terre, c'est la vie*. Inter Pares est fier d'être à leurs côtés. 

* Malgré le régime démocratique du gouvernement birman, on continue d'intimider, de museler, de criminaliser et de brutaliser celles et ceux qui défendent les droits de la personne et l'environnement. Comme la sécurité de nos homologues est une priorité, nous avons choisi de taire le nom de l'organisation dont il est question dans cet article.

Arrêter l'imparable : résistance citoyenne à la technologie exterminatrice au Burkina Faso

« Nous ne serons pas vos cobayes ! » affirme la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN), homologue d'Inter Pares, à une conférence de presse dénonçant le projet de Target Malaria de disséminer au Burkina Faso des moustiques issus du forçage génétique.

Target Malaria est un consortium de recherche travaillant à mettre au point des moustiques dotés d'un gène forcé. Aussi appelée technologie exterminatrice, cette méthode force la transmission d'un trait dans une population entière. Dans ce cas précis, l'objectif annoncé est d'exterminer les moustiques qui transmettent le paludisme. Jusqu'à présent, aucun organisme issu du forçage génétique n'a été disséminé dans la nature. Ce serait une première. Ils pourraient modifier des écosystèmes entiers et leurs conséquences sont imprévisibles. Selon COPAGEN et des groupes de la société civile du monde entier, cette expérience est inutile, risquée et contraire à l'éthique, puisque le paludisme a été – et peut être – éradiqué par des conditions sanitaires et des mesures de santé publique adéquates. Une autre préoccupation : l'armée américaine est le principal investisseur dans la technologie du forçage génétique.

À la suite de rencontres avec Target Malaria et les autorités communautaires, COPAGEN a appris que les participants à la recherche recevaient 90 cents l'heure pour exposer leurs jambes afin de recueillir des moustiques possiblement infectés par le paludisme. Le réseau a aussi appris que l'Agence nationale de bio-sécurité avait approuvé la dissémination de 10 000 moustiques génétiquement modifiés sans avoir consulté adéquatement les citoyens au préalable, comme l'exige la loi. Alarmés, COPAGEN et ses alliés ont convoqué une conférence de presse et organisé une marche pour interdire la dissémination.

En partenariat avec ETC Group, Inter Pares a aussi facilité une deuxième mission de renseignement en vue de recueillir le témoignage des populations vivant près des sites ciblés. La journaliste et cinéaste Zahra Moloo a produit un documentaire sur la mission, *Une question de consentement : les moustiques*



OLYMPIA DE MAISSKONT

Salimata Karambiri est membre du comité directeur des femmes de la région des Hauts-Bassins, un groupe représentant des milliers de femmes. Le groupe a exprimé ses préoccupations concernant le projet Target Malaria et sur les risques qu'il représente pour leur communauté.



OLYMPIA DE MAISSKONT

Ali Tapsoba, allié de COPAGEN et fondateur du groupe local Terre à vie, a mené une campagne de sensibilisation sur Target Malaria, au Burkina Faso et dans des forums internationaux.

exterminateurs au Burkina Faso, qui révèle le manque flagrant de consultation des populations locales. Le film a été présenté à des rencontres des Nations Unies où se négocient les décisions relatives à la réglementation des technologies de forçage génétique. Là, des pays ont convenu qu'il fallait imposer des restrictions afin de garantir la demande ou l'obtention du consentement libre, préalable et éclairé des collectivités locales avant de disséminer dans l'environnement des organismes issus du forçage génétique.

Le 1er juillet, à la grande consternation de COPAGEN et des organisations de la société civile du monde entier, Target Malaria a libéré 6 400 moustiques génétiquement modifiés « mâles stériles » dans le village de Bana, au Burkina Faso. COPAGEN a depuis redoublé d'efforts pour dénoncer ce geste qu'elle considère comme dangereux, contraire à l'éthique et illégal.

Les grandes sociétés et l'armée exercent des pressions énormes pour obtenir l'autorisation de disséminer dans l'environnement des organismes issus des technologies de forçage génétique – mais elles ne sont pas plus puissantes que la collaboration stratégique des citoyennes et des citoyens qui travaillent de façon solidaire à ce que la recherche se fasse dans l'intérêt public. Inter Pares continuera à soutenir COPAGEN dans sa résistance. 

COPAGEN a redoublé d'efforts pour dénoncer la dissémination de moustiques génétiquement modifiés.

Contester le pouvoir des entreprises, s'y opposer et le défier

Suite de la page 1

Inter Pares appuie activement des organisations et des mouvements qui questionnent, contestent et modèrent le pouvoir des entreprises.

l'étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés. Le RCAB dénonce aussi jusqu'à quel point les régulateurs canadiens sont dépendants des études scientifiques menées par les mêmes sociétés qui cherchent à obtenir l'approbation de leurs produits.

Plus tôt cette année, Emily Dwyer s'est opposée aux intérêts des entreprises dans des médias nationaux : elle a exprimé sa déception extrême de voir le gouvernement canadien renier son engagement de créer un poste d'ombudspersonne indépendant pour traiter des cas de violations des droits de la personne par des sociétés canadiennes. Emily travaille pour le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE), une autre coalition dont Inter Pares est un membre clé. Elle a passé des heures à élaborer un cadre réglementaire canadien pour tenir les minières responsables de leurs violations innombrables et flagrantes des droits de la personne partout dans le monde. Le gouvernement devait créer un poste d'ombudspersonne doté de pouvoirs d'enquête et de ressources financières, avec la mission de réformer le comportement des sociétés canadiennes à l'étranger. Mais le poste créé n'a pas ces pouvoirs et les collectivités touchées à l'étranger – souvent pauvres et vulnérables – ont encore peu de recours. Malgré ce recul, le RCRCE ne baisse pas les bras et poursuit sa lutte afin que les entreprises soient imputables.

Melanie Benard défie le pouvoir des entreprises quand elle parle du besoin crucial d'un régime d'assurance-médicaments public et universel au Canada. Melanie travaille pour la Coalition canadienne de la santé (CCS), à laquelle appartient aussi Inter Pares. La CCS a pour mission de préserver et d'élargir le caractère universel et public de notre système de santé. Le Canada est le seul pays doté d'un système de santé public qui ne couvre pas l'accès aux médicaments d'ordonnance. Nous occupons le troisième rang sur la liste des pays qui paient le plus cher pour leurs médicaments. À l'heure actuelle, un ménage sur quatre n'a pas les moyens de payer ses médicaments d'ordonnance. À qui la faute? Au lobbying des grandes sociétés pharmaceutiques et compagnies d'assurances qui tentent désespérément de protéger leurs juteux profits. La CCS plaide avec passion pour une assurance-médicaments afin qu'aucun ménage au Canada n'ait à choisir entre mettre du pain sur la table ou obtenir les médicaments dont il a besoin.

Inter Pares appuie activement des organisations et des mouvements qui questionnent, contestent et modèrent le pouvoir des entreprises. Lucy, Emily et Melanie sont des militantes remarquables qui travaillent à la résistance et l'organisation pour le changement. C'est un privilège de travailler à leurs côtés. 



COURTESY LUCY SHARRATT

Lucy Sharratt, Réseau canadien d'action sur les biotechnologies



JACK HUIJSTER, INTER PARES

Emily Dwyer, Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises



RITA MORBIA, INTER PARES

Melanie Benard, Coalition canadienne de la santé

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par Affaires mondiales Canada.



Affaires mondiales
Canada